



Invitation Club de l'Europe

En partenariat avec Syngenta

« Les États Généraux de l'alimentation : une des solutions aux maux de la société française ? »

Dîner Débat du mardi 26 septembre – 20h

**Restaurant L'Envue
39, rue Boissy d'Anglas
75008 PARIS**

Cette rencontre, en petit comité (12 à 15 personnes maximum), organisée par le Club de l'Europe en partenariat avec Syngenta, a pour vocation de réunir des personnalités d'horizons divers, afin de leur offrir la possibilité d'échanger leurs points de vue et réflexions au cours d'une discussion libre. Sont conviés, principalement, des membres de l'administration décentralisée et déconcentrée, des élus de la région, des entreprises du secteur, ainsi que des représentants de la société civile locale.

www.europolitc.fr



Les États Généraux de l'Alimentation, annoncés pendant la campagne présidentielle d'Emmanuel Macron, ont commencé début juillet et devraient déboucher sur un plan d'investissement de cinq milliards d'euros. Les discussions portent sur deux volets : la création et la répartition de la valeur, puis les éventuelles évolutions de l'agriculture française pour répondre aux besoins de consommations voulus plus qualitatifs avec des aliments sains, tracés, de proximité et pas trop chers.

Les systèmes alimentaires sont l'une des pierres angulaires de la transition écologique et énergétique de notre société. Ils doivent permettre d'assurer le droit à l'alimentation pour tous et s'inscrire dans la transition des systèmes agricoles et des filières vers un modèle agro-écologique pour répondre aux enjeux sanitaires, climatiques, agricoles, environnementaux et socio-économiques, nécessitant un large débat public.

Ces États-généraux sont aussi un enjeu important pour la profession agricole impatiente de retrouver un rapport de force équilibré et une répartition équitable de la valeur ajoutée au sein des filières, impliquant par-là un consensus entre les syndicats agricoles, les industriels de l'agroalimentaire et les enseignes de la grande distribution. En effet, depuis la Loi de Modernisation Économique de 2008, les distributeurs disposent de gros moyens de pression pour obtenir le prix le plus bas de la part de leurs fournisseurs. La loi Sapin II semble n'avoir corrigé qu'à la marge cette situation déséquilibrée.

Enjeu crucial dans un contexte de le changement climatique, la lutte contre le gaspillage alimentaire semble également un axe prioritaire. En moyenne, chaque français jette 20 kilos de nourriture par an ; si des solutions restent à trouver, les agriculteurs doivent également faire face certaines années aux aléas climatiques, source de variabilité quantitative et qualitative dans les récoltes générant une volatilité des prix. Cette lutte contre le gaspillage alimentaire ne sera efficace que si elle s'inscrit dans une politique globale de soutien à une alimentation durable.

À cette question s'ajoute les enjeux concernant la sécurité alimentaire et la qualité sanitaire. En dépit des efforts menés depuis des années pour renforcer la surveillance alimentaire et apaiser les consommateurs, les français restent méfiants et certains se tournent vers la consommation de produits biologiques. Beaucoup de suppressions de moyens de production aboutissent à des impasses techniques et des distorsions de concurrence pour les producteurs français face aux échanges EU et mondiaux.

Comment concilier les volontés des producteurs, des consommateurs, des industriels et des distributeurs ? Que faire en cas de désaccords lors des négociations ? Comment lutter contre le gaspillage alimentaire ? Quel impact aura l'interdiction des insecticides sur la production et le gaspillage alimentaire ? Comment redonner confiance aux français, non seulement dans le système de production, mais également dans celui de consommation ? Quel horizon agricole et alimentaire définir ? À quel prix la société française est-elle prête à se tourner vers un autre mode de production et de consommation ?

François CAMBON

Président du Club de l'Europe
Mail: francois.cambon@europolitic.fr
Tél : +33 (0) 6 74 41 65 55

Laure MOLLICA

Chargée d'études et de projets
Mail: laure.mollica@europolitic.fr
Tél : +33 (0) 1 41 92 92 32